

ODOXA

Le baromètre de l'épargne, de la retraite et des placements

Odoxa-Groupama pour Capital et BFM

12^{ème} vague

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 12 FÉVRIER 2026 A 12H00

Sondage ODOXA pour  Groupama  Capital et  BFM BUSINESS

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée par Internet les **4 et 5 février 2026**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes :
sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

Gaël Sliman, président d'Odoxa (1/2)

Alerte sur l'épargne : 82% des épargnants se disent inquiets du rendement de leur épargne, les réformes prévues dans le budget 2026 accentuant encore leurs craintes

Les Français sont toujours des champions de l'épargne :

- 1) 75% épargnent chaque mois et 38% comptent encore épargner davantage dans les prochains mois.
- 2) Malheureusement, s'ils épargnent, c'est que les Français n'ont jamais été aussi pessimistes : 8 à 9 Français sur 10 se disent plus inquiets sur la situation économique du pays (92%), la fiscalité et les impôts (89%), ou encore leur capacité à emprunter (79%).

Pourtant, les Français sont aussi de plus en plus inquiets sur le rendement de leur épargne :

- 3) 82% se disent défiants contre seulement 18% confiants. La confiance a pratiquement été divisée par deux en un an : 33% de confiance en février 2025 contre 18% en février 2026
- 4) Tout s'est dégradé depuis la rentrée 2025 avec la baisse des taux sur les livrets qui ne sont plus une valeur refuge : il y a un an, ces placements étaient cités comme les plus « sûrs » par 42% des Français, aujourd'hui ils sont deux fois moins cités (21%) et arrivent en 3^{ème} position.

Principaux enseignements

Gaël Sliman, président d'Odoxa (2/2)

Dans le détail, le livret A et le LEP sont particulièrement concernés par la désaffection

- 5) 46% des Français ont fermé leur livret A ou ont déjà cessé de l'alimenter et après la dernière baisse annoncée en février 69% des détenteurs envisagent de le faire à l'avenir
- 6) Même tendance pour le LEP : 60% des détenteurs l'ont fermé ou ont cessé de l'alimenter et 45% de ceux qui en ont encore un envisagent d'arrêter après la dernière baisse du rendement annoncé.

Une telle désaffection pourrait bientôt toucher aussi le PER :

- 7) Les réformes prévues dans le budget 2026 prévoient que la déductibilité ne s'applique plus aux épargnants au-delà de 70 ans. Informés de cela, 46% des détenteurs actuels assurent qu'ils cesseront d'alimenter leur PER s'ils ne disposaient plus de cet avantage.
- 8) Ils sont même 51% parmi les 50-64 ans et surtout 83% chez les plus de 65 ans

Plus généralement, les réformes du budget 2026 plombent la confiance en l'épargne :

- 9) Au-delà du PER, 55% des Français et surtout 58% des épargnants estiment que les mesures décidées dans le budget 2026 vont affecter leurs stratégies d'épargne
- 10) Plus globalement, 65% d'entre eux voient la fiscalité des contrats d'épargne et de retraite comme un système devenu de plus en plus complexe et un frein à leurs décisions d'épargne contre seulement 12 % qui la voient comme un levier incitatif clair pour épargner.

Gaël Sliman, président d'Odoxa

Retrouvez la synthèse détaillée en page 22

Résultats du sondage



75% des Français parviennent à épargner tous les mois

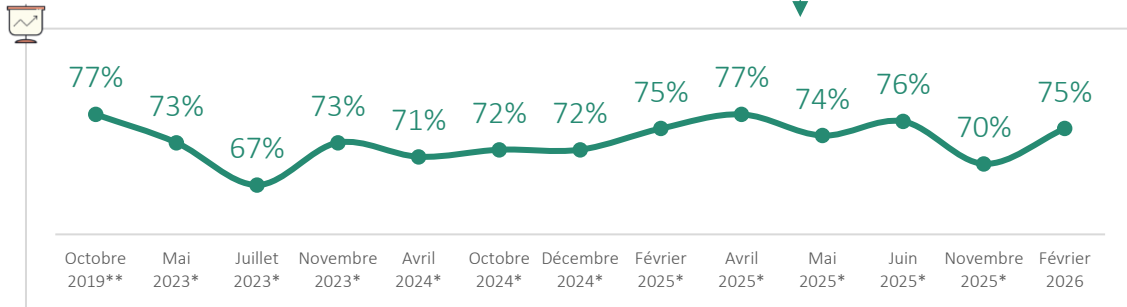


En moyenne, dans votre foyer, combien épargnez-vous chaque mois ?

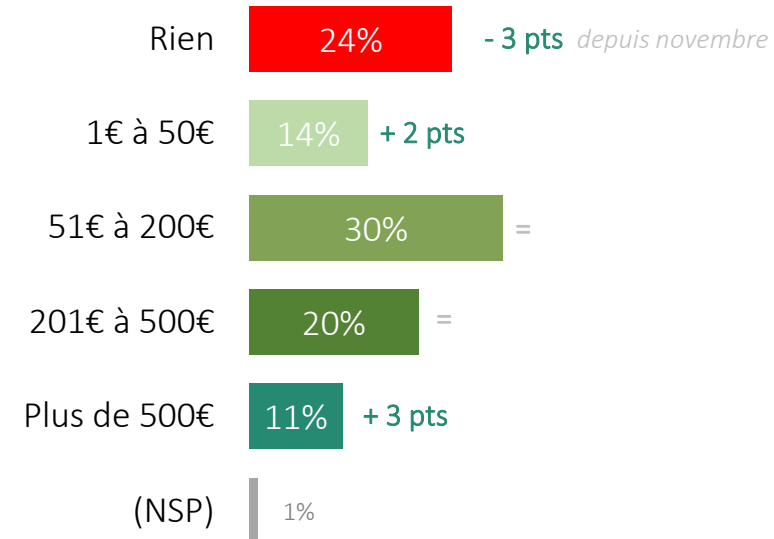


75%

des Français sont des épargnants



Ensemble des Français



4 sur 10 comptent même épargner encore davantage à l'avenir



Avez-vous l'intention d'épargner davantage dans les mois qui viennent ?



37%

des Français ont l'intention d'épargner davantage dans les mois qui viennent



38%

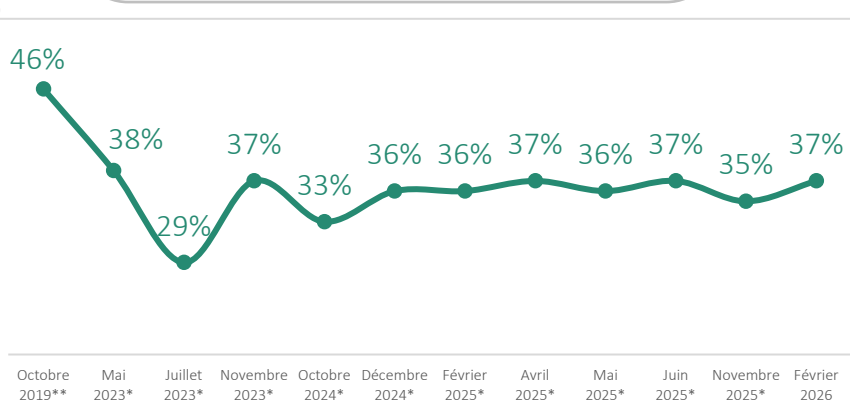
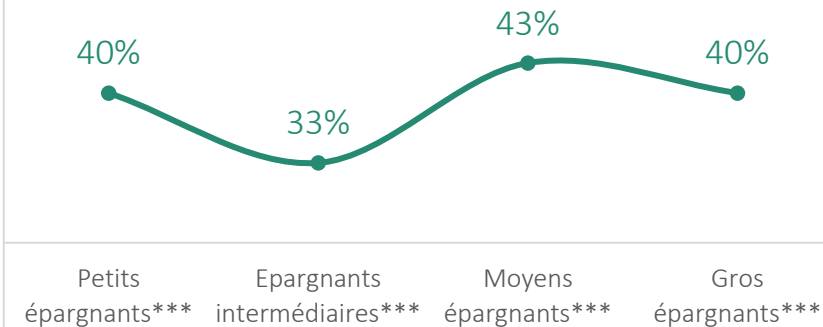
des épargnants ont l'intention d'épargner davantage dans les mois qui viennent

Non-épargnants : 35%



Intention d'épargner davantage

selon le niveau d'épargne mensuelle



Malheureusement, ils épargnent par peur car 8 à 9 Français sur 10 sont inquiets sur la situation économique du pays, la fiscalité ou encore leur capacité à emprunter

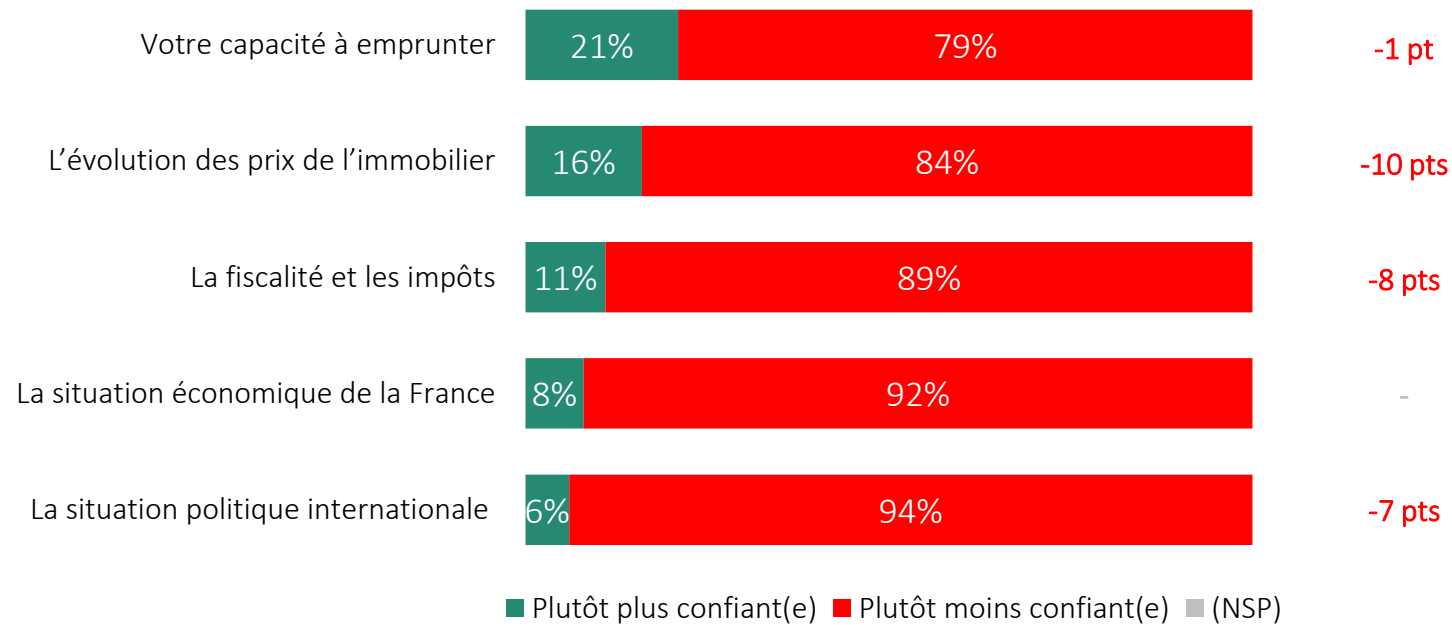


Vous personnellement, depuis ces dernières semaines, diriez-vous que vous êtes plutôt plus confiant(e), ou plutôt moins confiant(e) en ce qui concerne... ?



Ensemble des Français

Evolution depuis octobre 2024*
% Plutôt plus confiant(e)



En moyenne **88%**
des Français se disent plus
« **défiants** » que « **confiants** »
sur chacune des dimensions
testées

+ 9 pts*
de défiance

82% des épargnants se disent inquiets sur le rendement à venir de leur épargne



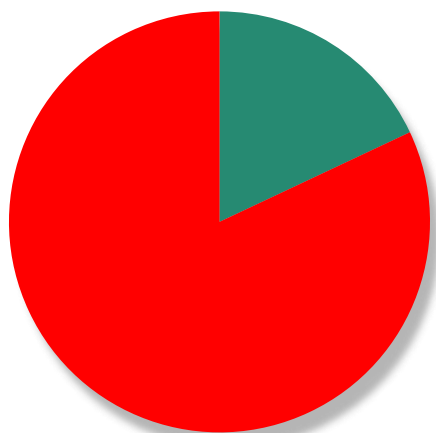
Aux épargnants

Vous personnellement, depuis ces dernières semaines, diriez-vous que vous êtes plutôt plus confiant(e), ou plutôt moins confiant(e) en ce qui concerne le rendement de votre épargne ?



Epargnants

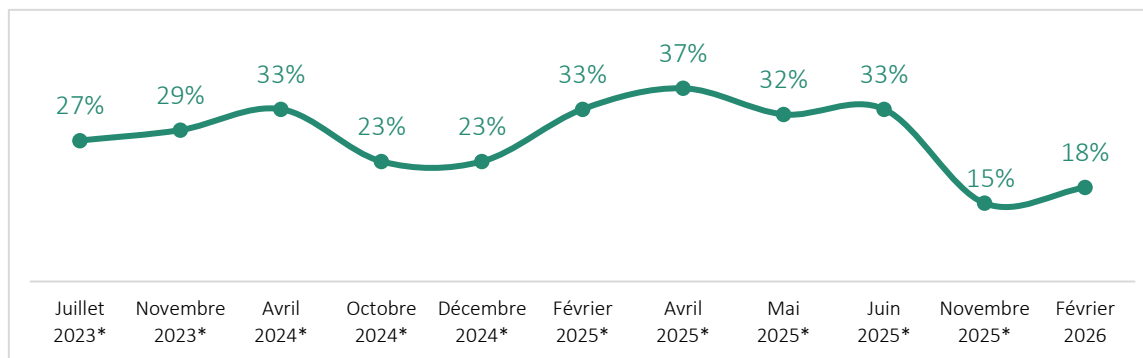
Plutôt moins confiant(e)
82%



Plutôt plus confiant(e)
18%

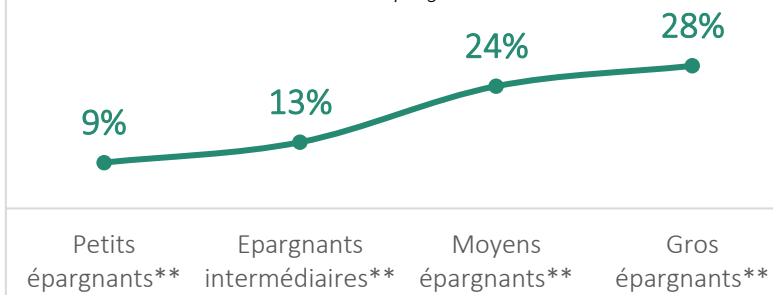
Evolution en 1 an :
La confiance concernant le rendement de son épargne a été quasiment **divisée par 2** depuis février 2025 (-15 pts)

Evolution de la confiance dans le rendement de son épargne



Confiance à l'égard du rendement de son épargne

selon le niveau d'épargne mensuelle



Les livrets ne sont plus du tout perçus comme le meilleur placement pour leur épargne



Selon vous, quel est le meilleur placement pour votre épargne ?



Ensemble des Français

Acheter son logement en vue de sa retraite

29%

+ 10 pts en 1 an*

Placer son argent dans l'assurance-vie

25%

+ 7 pts

Placer son argent sur des livrets d'épargne (comme le Livret A)

21%

- 21 pts : DIVISION PAR 2 en 1 an

Investir dans l'immobilier locatif

13%

-

Placer son argent en bourse

8%

+ 2 pts

Investir dans les cryptomonnaies comme le Bitcoin

3% =

(NSP) 1%

Total Placements :

54%

-12 pts en 1 an

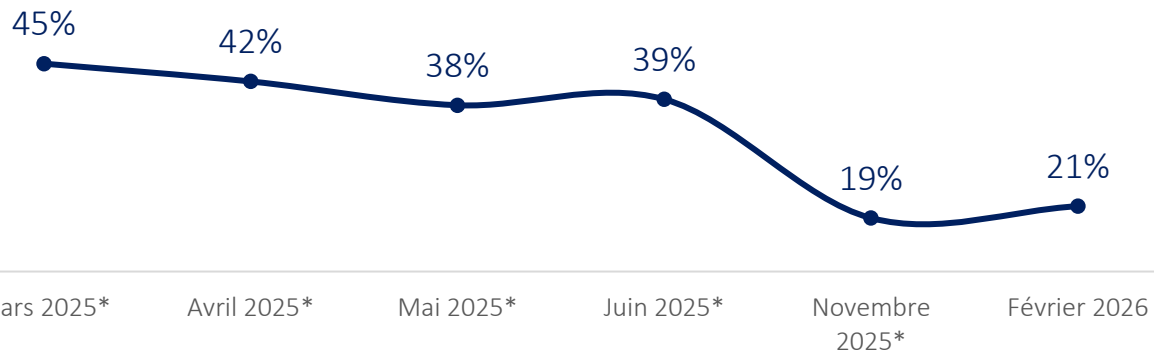
Alors que le livret est deux fois moins cité comme un placement « sûr » depuis un an, la bourse est deux fois plus citée depuis deux ans



Selon vous, quel est le meilleur placement pour votre épargne ?

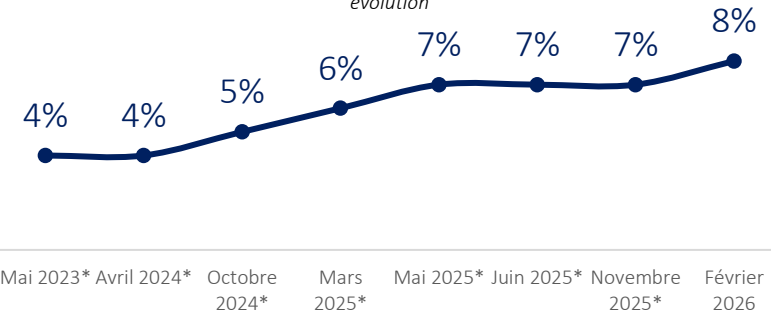
% Placer son argent sur des livrets d'épargne (comme le livret A)

évolution



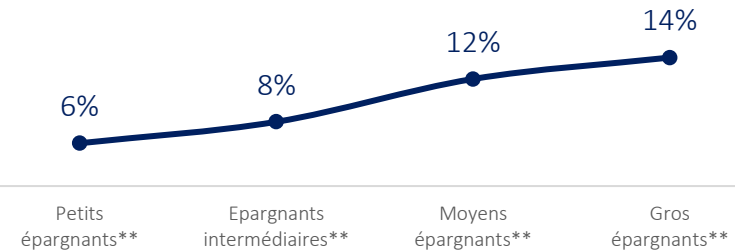
% Placer son argent en bourse

évolution



% Placer son argent en bourse

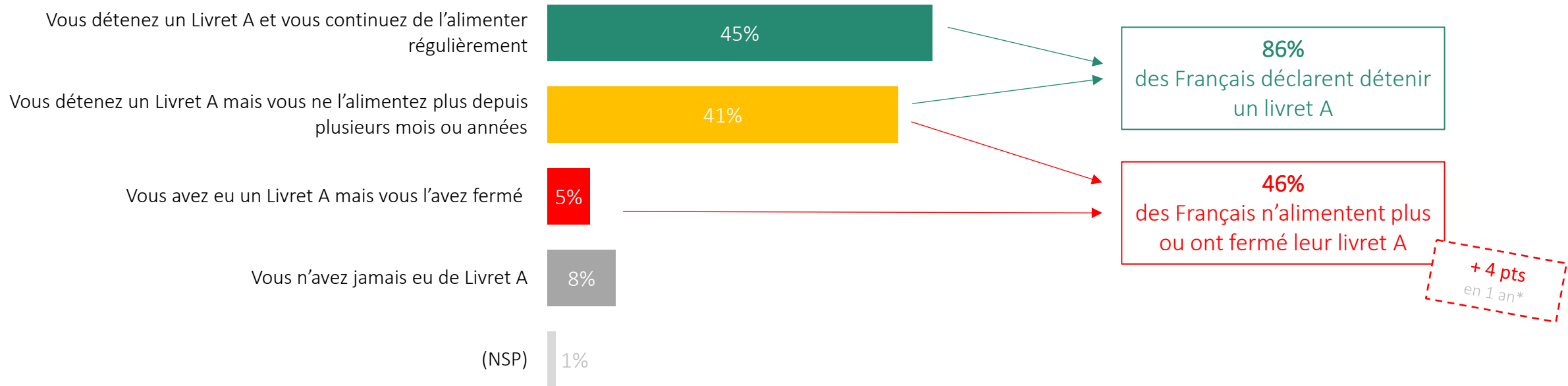
selon le niveau d'épargne mensuelle



46% des Français n'alimentent plus (ou ont fermé) leur livret A



Le livret A, est un placement défiscalisé ouvert à tous dont le taux d'intérêt est fixé par l'État. Votre argent reste disponible et vous pouvez faire des retraits en cas de besoin et l'alimenter à votre guise
Vous personnellement...

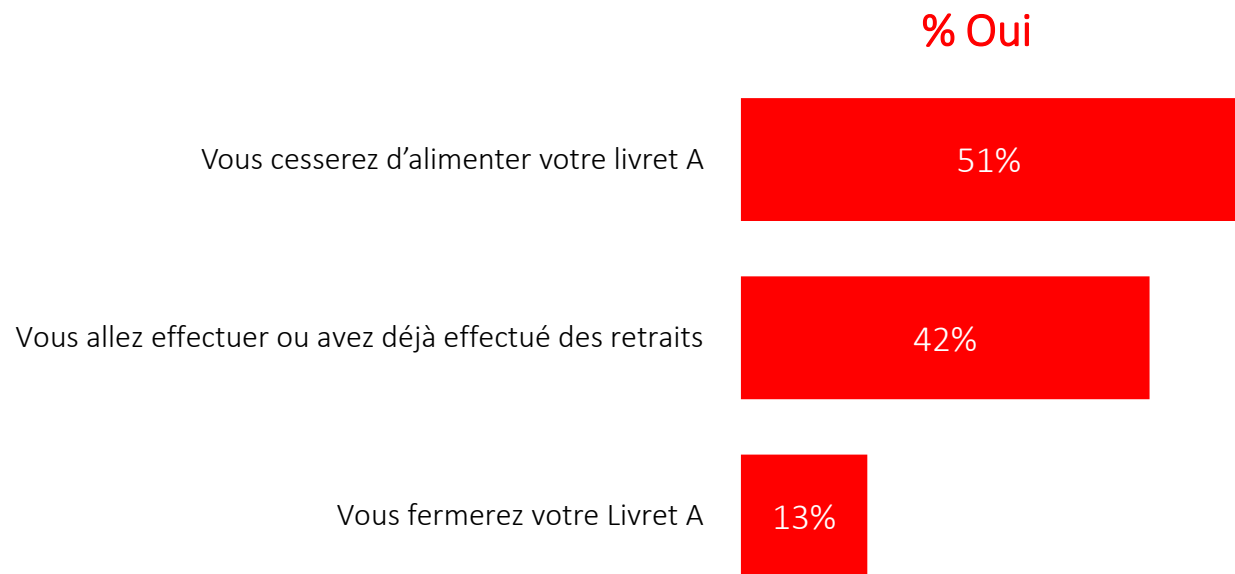


69% des détenteurs pourraient cesser de l'alimenter à l'avenir



Aux détenteurs d'un Livret A

Le rendement du Livret A (indexé sur l'inflation) était fixé à 3% par an jusqu'à l'année dernière. L'an dernier, en 2025, son rendement a baissé d'abord à 2,4% puis à 1,7% (an août). Il devrait encore baisser à 1,5% au 1er février. Vous personnellement, pensez-vous que ... ?



Au moins un « Oui » : 69%

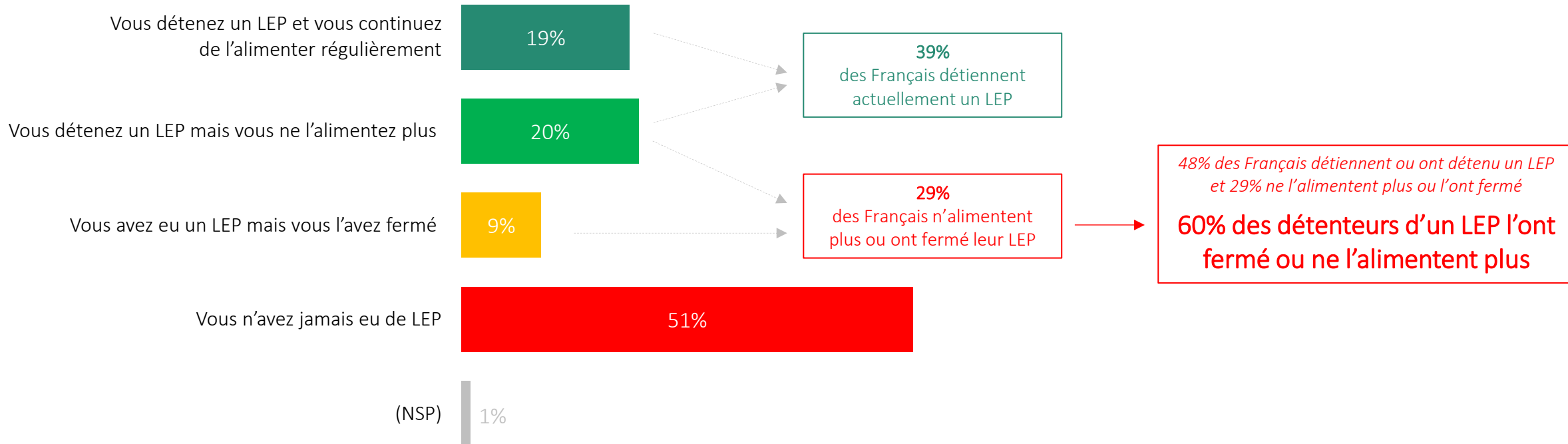
69% des détenteurs d'un Livret A affirment qu'ils cesseront de l'alimenter, qu'ils effectueront des retraits ou l'ont déjà fait, ou qu'ils fermeront leur Livret A

La tendance est la même pour le LEP : 6 détenteurs sur 10 l'ont fermé ou ne l'alimentent plus



Le LEP ou livret d'épargne populaire est un compte d'épargne réglementé, rémunéré et défiscalisé, réservé aux personnes se situant en dessous d'un certain niveau de revenus.

Vous personnellement...



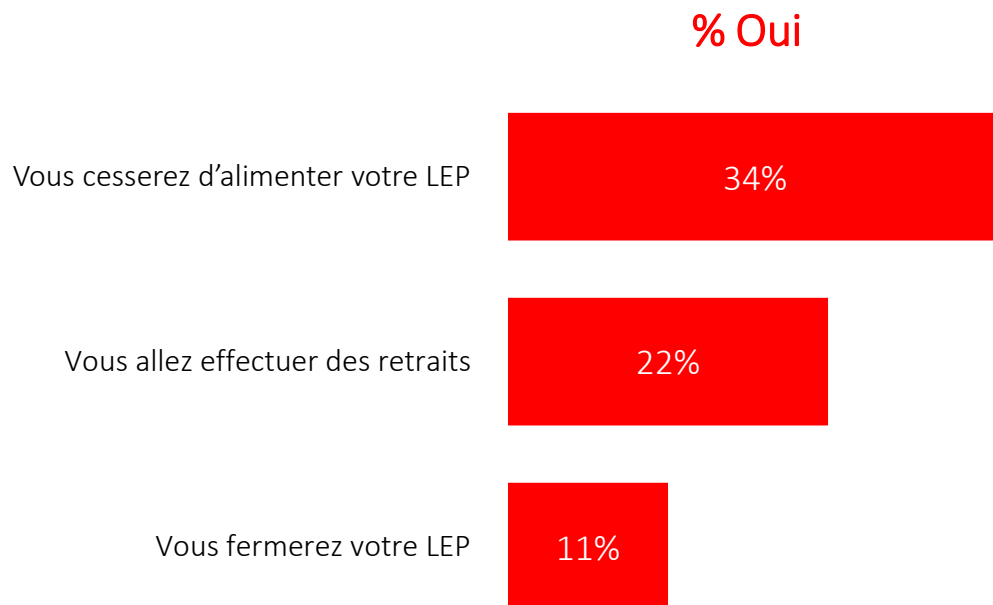
Et 45% de ceux qui ont encore un LEP pourraient cesser de l'alimenter, effectuer des retraits ou même le fermer



Aux détenteurs d'un LEP

Le rendement du LEP était fixé à 2,7% l'année dernière et devrait passer à 2,5% au 1er février.

Pensez-vous que... ?



Au moins un « Oui » : 45%

45% des détenteurs d'un LEP affirment qu'ils cesseront de l'alimenter, qu'ils effectueront des retraits ou qu'ils fermeront leur LEP

Le PER est un formidable succès avec 70% de notoriété et 23% de souscripteurs



Connaissez-vous le PER ou Plan d'Epargne Retraite ?



Ensemble des Français

% Connait : 70%
% A déjà souscrit à un PER : 23%

+ 6 pts depuis 2023*
 + 6 pts depuis 2023*
 + 11 pts depuis 2019** (x2)



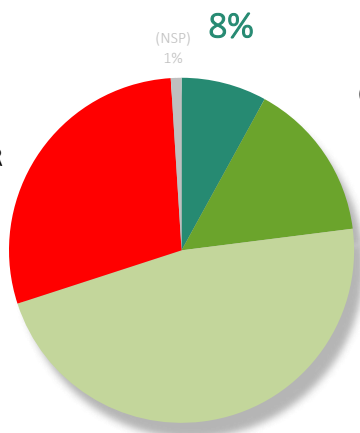
Epargnants

% Connait : 74%
% A déjà souscrit à un PER : 28%

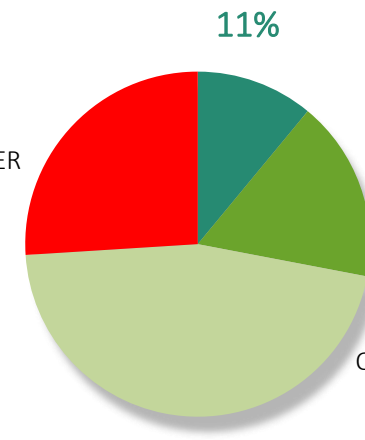
+ 3 pts depuis 2023*
 + 7 pts depuis 2023*

La notoriété du PER a augmenté de 6 points depuis 2023 (70% vs 64%)
 La part de souscripteurs a elle aussi progressé de 6 points depuis 2023 (23% vs 17%), et elle a été multipliée par 2 depuis la création du PER : 23% vs 12% en 2019

Oui, et vous en avez déjà souscrit plusieurs (PER Individuel, PERCO, PER Obligatoire)



Oui, et vous en avez déjà souscrit plusieurs (PER Individuel, PERCO, PER Obligatoire)



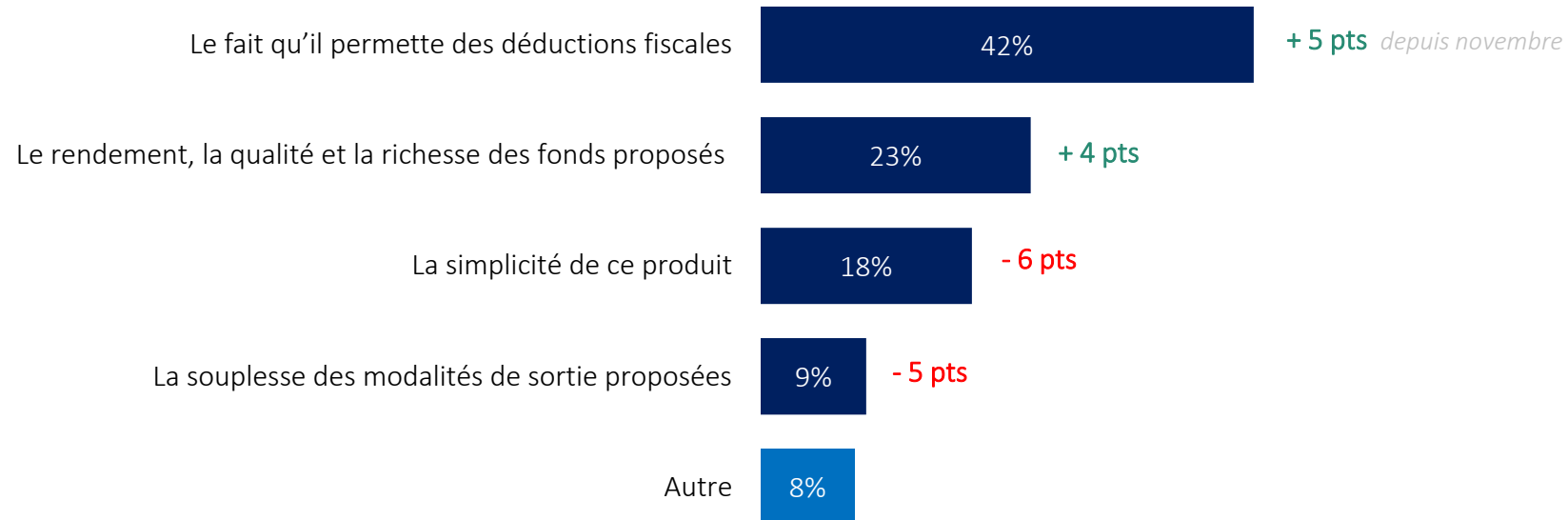
Les déductions fiscales qu'il permet sont le principal levier de souscription au PER



Aux détenteurs de PER

Lorsque vous avez souscrit votre PER quel a été le critère le plus important pour qui vous a incité à souscrire ce produit ?

Français détenteurs de PER



Mais la réforme annoncée avec le budget empêchant désormais les retraités de continuer de bénéficier de cette déductibilité fiscale aura des conséquences lourdes : 46% des souscripteurs et 83% de ceux âgés de plus de 65 ans assurent qu'ils cesseront d'alimenter leur PER s'ils cessent de bénéficier de cet avantage après 65 ans



Aux détenteurs de PER

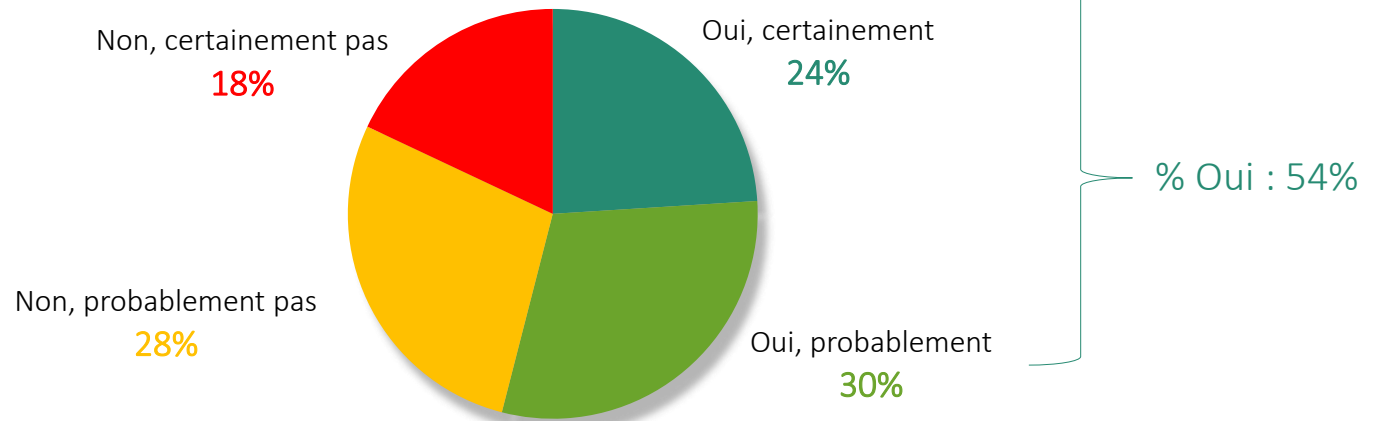
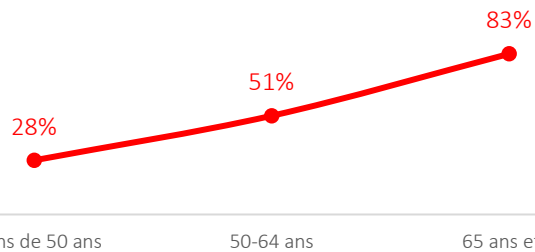
Le PER permet de déduire de vos impôts les versements réalisés, quel que soit votre âge. Le budget 2026 envisage qu'il ne soit plus possible de bénéficier de cet avantage une fois à la retraite ou au-delà d'un certain âge.

Pensez-vous que vous continueriez à alimenter votre PER si vous ne pouviez plus disposer de cet avantage (déductibilité de vos impôts) ?

% Non : 46%

46% des détenteurs d'un PER arrêteraient de l'alimenter s'ils cessaient de bénéficier de la déductibilité des impôts

65 ans et plus : 83%



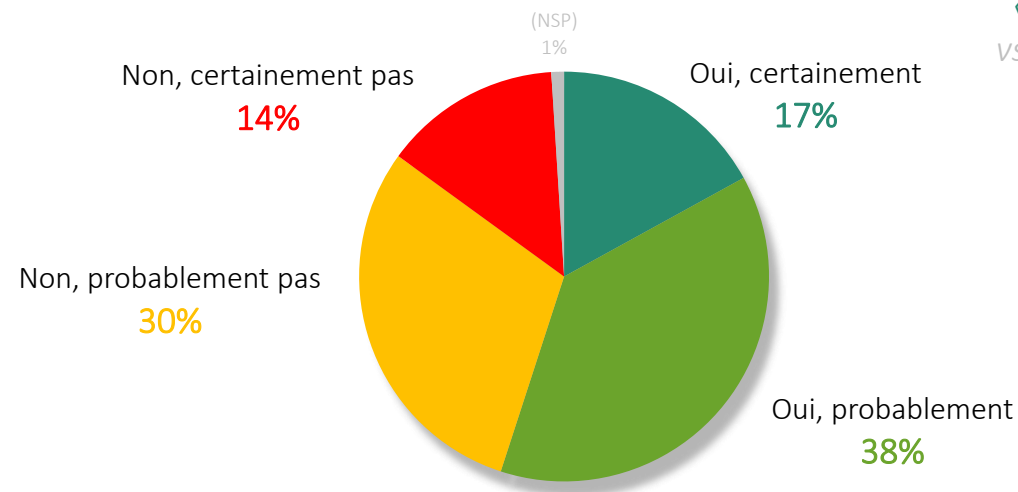
55% des Français jugent que les mesures décidées dans ce budget 2026 auront un impact important sur leurs stratégies de placements



Plus globalement, pensez-vous que les mesures décidées dans le budget 2026 auront un impact important sur vos stratégies de placements et d'épargne ?

% Non : 44%

% Oui : 55%



Epargnants : 58%

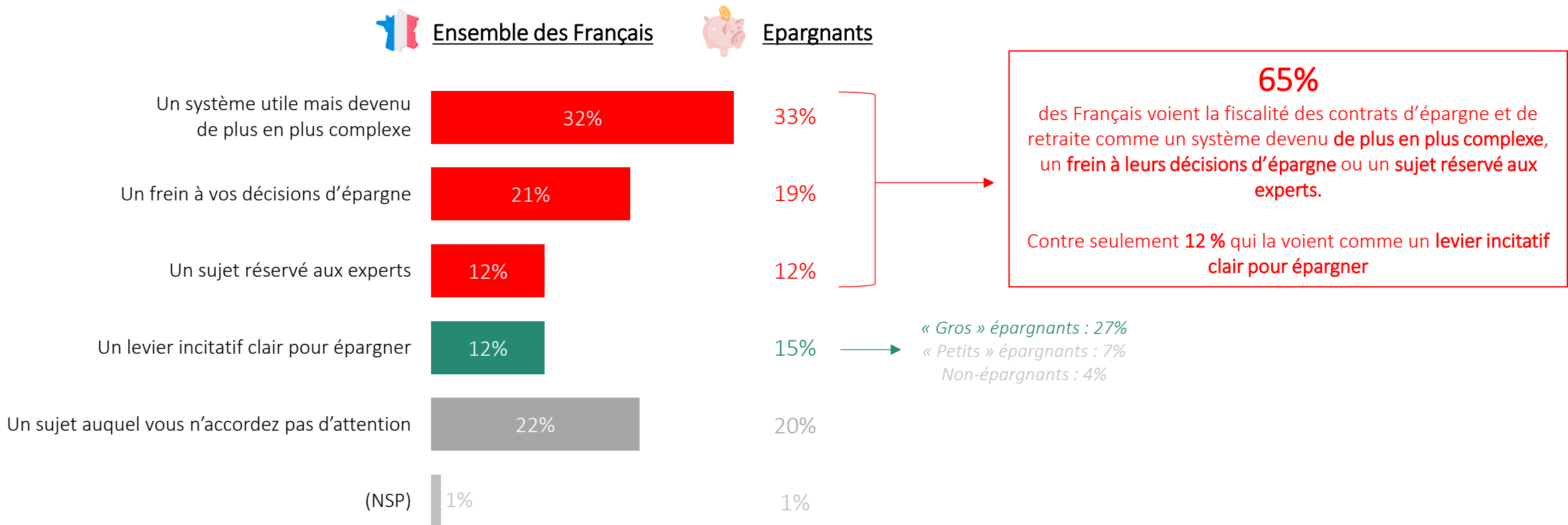
« Petits » épargnants : 65%

vs. « Gros » épargnants : 54%

Plus globalement, 65% des Français jugent que la fiscalité des contrats d'épargne et de retraite est de plus en plus complexe et constitue un frein à leurs décisions d'épargne



Selon vous, la fiscalité des contrats d'épargne et de retraite est aujourd'hui... ?



Synthèse détaillée



Synthèse détaillée

Gaël Sliman, président d'Odoxa (1/5)

Alerte sur l'épargne : 82% des épargnants se disent inquiets du rendement de leur épargne, les réformes prévues dans le budget 2026 accentuant encore leurs craintes

1) Les Français sont toujours des champions de l'épargne : ils épargnent tous (ou presque), beaucoup, et veulent épargner plus encore !

Depuis 7 ans, plus de 7 Français sur 10 parviennent à épargner chaque mois, quoi qu'il arrive, et toujours bien plus par pessimisme sur l'avenir plutôt que par optimisme : leur mantra est « quand ça va bien, épargnons car cela ne durera pas et quand ça va mal, épargnons pour faire face aux coups durs ! »

Ainsi, le mois dernier, 75% des Français sont encore parvenus à « mettre de l'argent de côté » et, souvent des sommes non négligeables : 31% mettent de côté plus de 200€ par mois (dont 11% plus de 500€).

Et cette propension à l'épargne de nos concitoyens ne va pas se ralentir à l'avenir : près de 4 épargnants sur 10 (38%) comptent encore épargner davantage dans les prochains mois.

Pourquoi ?

Parce que les Français n'ont jamais été aussi pessimistes sur une aussi longue période.

Ainsi, notre baromètre réalisé depuis 20 ans sur l'indice de moral économique des Français, paru le 5 février dernier montrait que depuis 18 mois et la dissolution, notre indice de moral (allant de -100 à +100) se situait à « -64 », soit le pire niveau sur un temps long (plusieurs mois), jamais enregistré y compris pendant le Covid. C'est 10 points en-dessous du niveau observé entre la réélection d'Emmanuel Macron et la dissolution, une vingtaine de points en dessous des indices moyens enregistrés durant les quinquennats Hollande (-45) et Sarkozy (-46,5) et près de 30 points en dessous du niveau enregistré lors du premier quinquennat Macron de 2017 à 2022.

Il faut dire que les craintes économiques n'ont jamais été aussi fortes, variées et nombreuses :

Entre 8 et 9 Français sur 10 disent ainsi que depuis ces dernières semaines, ils sont plus inquiets sur la situation politique internationale (94%), la situation économique de leur pays (92%), la fiscalité et les impôts (89%), l'évolution des prix de l'immobilier (84%) ou encore leur capacité à emprunter (79%).

Ce sont toutes ces craintes qui les incitent à épargner toujours plus. Et pourtant ...

Synthèse détaillée

Gaël Sliman, président d'Odoxa (2/5)

2) Pourtant, les Français sont de plus en plus inquiets sur le rendement de leur épargne

Si les Français épargnent toujours massivement, les épargnants sont de moins en moins rassurés sur le rendement de leur épargne : 82% se disent défiants à ce sujet contre seulement 18% qui se disent confiants.

C'est une considérable dégradation que nous enregistrons à ce sujet en un an : en février 2025 – et tout au long du premier semestre 2025 – les épargnants étaient presque deux fois plus nombreux à se montrer confiants : 33% de confiance en février 2025 et 34% en moyenne sur le premier semestre 2025, soit une baisse de 15 à 16 points de la confiance sur cette période !

Et encore, c'est une moyenne car la confiance est encore plus faible chez les petits épargnants : seulement 9% se disent confiants, soit trois fois moins que les plus « gros » épargnants (28%). Leur niveau de confiance sur le rendement de leur épargne a été divisé par plus de deux en un an (9% vs 21% en février 2025).

Tout s'est dégradé depuis la rentrée 2025 avec la baisse des taux sur les livrets.

3) Les livrets attirent de moins en moins et ne sont plus du tout perçus comme une valeur refuge

Les livrets ont longtemps été une valeur « refuge » ; ils ne sont plus du tout perçus comme telle par les épargnants. Il y a un an, c'était une éternité, les Français estimaient que les livrets d'épargne étaient – de très loin – les meilleurs placements pour leur épargne : ces placements arrivaient en tête avec 42% de suffrages, soit plus de deux fois plus que les 2^{èmes} placements les plus cités. Un an plus tard, ils sont deux fois moins cités (21% vs 42% il y a un an) et n'arrivent plus qu'en 3^{ème} position, derrière l'assurance-vie (2^{ème} avec 25%, +7 points en un an) et l'achat de son logement en vue de sa retraite (1^{er}, +10 points en un an).

Les placements en général ont moins la cote (le total « placements » dans les citations n'est qu'à 54%, soit -12 points depuis un an), contrairement à l'immobilier (achat en vue de sa retraite ou investissement locatif).

Mais c'est bien cette désaffection pour les livrets qui explique ce reflux car l'assurance-vie redevient un peu plus attractive, et surtout la bourse continue de l'être de plus en plus.

Il y a moins de deux ans, en avril 2024, 4% faisaient de la bourse le meilleur placement pour leur épargne, ils étaient 6% l'année dernière en février 2025 et ils sont désormais 8% ... soit un doublement de l'attractivité de la bourse en moins de deux ans.

Et ce niveau est une « moyenne » ; en réalité la bourse séduit déjà beaucoup de ceux qui épargnent un peu plus que les autres : elle est le placement idéal de 6% des « petits » épargnants, de 8% des épargnant « intermédiaires », de 12% des épargnants « moyens » et de 14% des plus « gros épargnants », c'est-à-dire ceux qui parviennent à épargner plus de 500€ tous les mois.

Synthèse détaillée

Gaël Sliman, président d'Odoxa (3/5)

4) Dans le détail, le livret A et le LEP sont particulièrement concernés par la désaffection

Ce reflux de l'intérêt pour les livrets se lit d'ailleurs sur la désaffection des Français à l'égard des deux principaux, dont les rendements se sont déjà dégradés depuis un an et sont amenés à le faire plus encore à l'avenir : le livret A et le LEP.

Dans les deux cas, la débâcle, déjà spectaculaire promet de l'être plus encore dans les mois à venir :

46% des Français qui possèdent ou ont possédé un Livret A (soit 91% de la population !) l'ont fermé (5%) ou ne l'alimentent plus des mois (41%).

Et avec sa nouvelle baisse à 1,5% depuis le 1^{er} février, 69% des détenteurs affirment qu'ils cesseront de l'alimenter, qu'ils effectueront des retraits (si ce n'est déjà fait), ou qu'ils le fermeront.

Même tendance, pour le LEP : les 48% de Français en détenant un ou en ayant détenu un, sont très nombreux à avoir cessé de l'alimenter ou même à l'avoir fermé. 29% des Français l'ont fait, ce qui représente 60% des détenteurs d'un LEP qui l'ont fermé ou qui ont cessé de l'alimenter.

Et cela ne va pas s'arrêter là car avec la baisse du rendement du LEP à 2,5% au 1^{er} février 45% des détenteurs actuels assurent qu'ils fermeront, cesseront d'alimenter ou effectueront des retraits sur leur livret.

Mais finalement, cette désaffection pour ces deux livrets « sûrs » et très prisés que sont le Livret A et le LEP n'est pas en soi une mauvaise chose.

En effet, cette désaffection est d'abord bêtement mécanique et conjoncturelle : l'inflation baisse donc le rendement du Livret indexé sur celle-ci baisse aussi ; cela irrite l'épargnant mais pourtant il n'y perdrait pas s'il réorientait son épargne sur des placements offrant un meilleur rendement.

Du coup, cette désaffection peut même devenir une bonne chose pour chaque épargnant et pour notre société toute entière : cela peut en effet inciter les « déserteurs » des livrets à se tourner vers des solutions d'épargne plus dynamiques et utiles à la société (investissement dans les entreprises) et à leur propre avenir (financement de leur retraite).

Malheureusement, une telle désaffection devrait bientôt toucher aussi le PER ...

5) Le PER pourrait bien connaître la même désaffection

En effet, une autre désaffection se lit aussi dans cette vague de février et celle-ci n'est pas mécanique et n'a rien de souhaitable : elle provient de décisions politiques et concerne un placement qui, lui, est directement utile à notre société, le PER.

Depuis 7 ans, l'Etat s'est fortement investi pour mobiliser les Français et les inciter à connaître le PER, à l'apprécier et à le souscrire.

Synthèse détaillée

Gaël Sliman, président d'Odoxa (4/5)

Et c'est un succès immense : 70% des Français (et 74% des épargnants) disent aujourd'hui connaître ce placement (+6 points depuis 2023) et surtout près d'un quart des Français (23%) et près de trois épargnants sur dix (28%) en a déjà souscrit un ou plusieurs.

23% de détenteurs en France cela représente un doublement depuis son lancement en 2019 et une progression de 35% (+6 points) sur les trois dernières années (23% aujourd'hui vs 17% en mai 2023).

Patatras, le budget 2026 prévoit quelques restrictions sur les avantages du PER qui pourraient bien dissuader les bonnes volontés à son sujet :

En effet, le PER permet de déduire des impôts les versements réalisés, quel que soit son âge. Or, le budget 2026 prévoit de supprimer cet avantage au-delà de 70 ans.

46% des détenteurs de PER assurent qu'ils arrêteront de l'alimenter s'ils perdaient cet avantage ... et c'est une moyenne ; si l'on se focalise sur les plus concernés c'est-à-dire les plus de 50 ans et surtout les plus de 65 ans, le résultat est encore élevé : 51% des épargnants âgés de 50 à 64 ans et 83% des épargnants de plus de 65 ans assurent qu'ils cesseront d'alimenter leur PER s'ils ne disposaient plus de cet avantage.

Tout de même notons au passage que 28% des épargnants de moins de 50 ans feraient de même ...

Ce serait très fâcheux et pourtant cela ne peut pas surprendre : en effet depuis des mois lorsque nous interrogeons les détenteurs de PER sur le critère-clé qui les a le plus incité à souscrire ce produit, ils placent toujours largement en tête « le fait qu'il permette des déductions fiscales ». Avec 42% de citations, ce critère est 2 fois plus important que d'autres critères tels que « le rendement » (23%) ou « la simplicité » (18%) et il est 4 fois plus important que « la souplesse et les modalités de sortie proposées ».

Et la déductibilité fiscale est même de plus en plus importante aux yeux des détenteurs : +5 points depuis novembre dernier.

Bref, il était absolument certain que revenir là-dessus aurait pour conséquence de faire fuir les détenteurs les plus âgés (83% tout de même). Mais cela fera aussi fuir ceux qui seront bientôt concernés (une majorité de quinquas) et, tout de même 3 jeunes épargnants sur 10 qui anticipent que ce placement n'aura plus guère d'intérêt une fois qu'ils seront plus âgés.

Cette décision du législateur a une logique incontestable : le PER est un produit qui a été conçu pour inciter des gens qui ne sont pas encore à la retraite à mettre de côté pour s'y préparer, pas à servir de niche fiscale à des gens qui sont déjà à la retraite. Empêcher cet effet d'aubaine en ne permettant plus à des retraités de profiter de ce produit d'épargne est à la fois cohérent et juste socialement.

Mais si cela a pour conséquence de faire refluer l'attrait du PER chez les moins de 65 ans et y compris chez les « jeunes » de moins de 50 ans, il ne serait pas sûr que le jeu en vaille la chandelle.

6) Au-delà du PER, les Français et les épargnants estiment que les mesures décidées dans le budget 2026 vont affecter leurs stratégies d'épargne

Au-delà du PER, 55% des Français et surtout 58% des épargnants estiment que les mesures décidées dans le budget 2026 auront un impact important dans leurs stratégies d'épargne.

Synthèse détaillée

Gaël Sliman, président d'Odoxa (5/5)

Alors que ce budget 2026 a largement été inspiré par le PS, notamment sur ces mesures « épargne », les « petits » épargnants ont le sentiment d'avoir été particulièrement malmenés : 65% des plus petits épargnants disent ainsi que les mesures du budget 2026 auront un impact – évidemment négatif – sur leur stratégie d'épargne alors que les plus gros épargnants, eux, ne sont que 54% (11 points de moins) à le craindre.

Sans doute les épargnants et notamment les petits mettent-ils dans un même « sac » les mesures réellement issues du budget comme celle sur le PER, et celles qui sont mécaniques comme les baisses des rendements observées sur le livret A et le LEP.

Et au-delà des craintes des épargnants sur ce budget 2026, les Français nous disent aussi leur ras le bol sur la complexité de la fiscalité des contrats d'épargne et de retraite aujourd'hui.

65% d'entre eux voient la fiscalité des contrats d'épargne et de retraite comme un système devenu de plus en plus complexe, un frein à leurs décisions d'épargne ou un sujet réservé aux experts ... contre seulement 12 % qui la voient comme un levier incitatif clair pour épargner.

Gaël Sliman, président d'Odoxa